



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 20/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE ET VITICOLE BOURGOGNE DU SUD

rue des Frères Lumière
Port Fluvial
B.P. 256
71100 Chalon-Sur-Saône

Références : TP/NM/2025/M_92

Code AIOT : 0005401169

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2025 dans l'établissement SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE ET VITICOLE BOURGOGNE DU SUD implanté rue des Frères Lumière Port Fluvial 71106 CHALON SUR SAONE CEDEX 71100 Chalon-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 06/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE ET VITICOLE BOURGOGNE DU SUD
- rue des Frères Lumière Port Fluvial 71106 CHALON SUR SAONE CEDEX 71100 Chalon-sur-Saône
- Code AIOT : 0005401169
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE ET VITICOLE BOURGOGNE DU SUD exploite, sur le territoire de la commune de Chalon-sur-Saône, un ensemble de silos de stockage de céréales soumis à autorisation au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les installations sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n° 92-635 du 10 décembre 1992, complété notamment par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 10-05412 du 20 décembre 2010.

Les installations, compte tenu de leurs caractéristiques, relèvent également des dispositions de l'arrêté ministériel modifié du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables s'agissant d'installations existantes.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	1 mois
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	1 mois
8	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet
7	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
9	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de sa visite, l'inspection a relevé trois non-conformités portant sur :

- l'identification des zones à risques sur le terrain ;
- l'affichage des consignes d'exploitation et de sécurité ;
- la formation du personnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : L'exploitant a identifié les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion. Les zones présentant un risque d'explosion sont matérialisées au moyen de panneaux d'affichage. Les zones à risques identifiées par l'exploitant sont reportées sur un plan tenu à jour. L'exploitant a également été en mesure de présenter en salle les consignes de sécurité à observer dans ces zones. L'établissement n'étant pas soumis à l'obligation de détenir un plan d'opération interne (POI), les consignes ne sont pas intégrées à un plan de secours. Lors de la visite de terrain, l'inspection n'a pas visualisé la présence de panneaux d'affichage relatif au risque d'incendie pourtant identifié par l'exploitant sur le plan de ses installations. Par ailleurs, l'inspection n'a pas observé l'affichage des consignes de sécurité à l'entrée des zones à risques, ni même à l'intérieur de celles-ci. Une non-conformité est donc relevée sur ces points.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procédera à l'affichage des consignes de sécurité à observer dans les zones à risques à l'entrée de celles-ci et il les rappellera à l'intérieur s'il l'estime nécessaire. Il veillera également à signaler sur le terrain l'ensemble des zones à risques conformément au plan des installations.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <p>- l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes d'exploitation présentées en salle par l'exploitant précisent l'obligation de permis d'intervention. En revanche, l'inspection relève une non-conformité en constatant que les consignes d'exploitation et de sécurité ne sont pas affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, y compris dans les zones à risques, à l'exception du bâtiment administratif.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procédera à l'affichage des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel, y compris dans les zones à risques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <p>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes de sécurité indiquent l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion. Cette consigne est matérialisée à l'entrée des zones à risques et à l'intérieur de celles-</p>

ci au moyen de panneaux d'interdiction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la réalisation de travaux par point chaud, l'exploitant dispose de consignes d'exploitation et de sécurité ainsi que d'un plan de prévention. La mise en œuvre de permis de feu est rendue obligatoire par l'exploitant. Cette mention est clairement identifiée dans ces deux documents.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...]</p> <p>4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Bien que l'exploitant ne soit pas soumis à l'obligation de détenir un plan d'opération interne (POI), un plan de prévention est mis en œuvre systématiquement lorsque des travaux dangereux sont effectués par une entreprise extérieure à l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
Prescription contrôlée : Article R.4512-8 du code du travail Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes : 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants. 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien. 3. Les instructions à donner aux travailleurs. 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice. 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
Constats : Le plan de prévention est systématiquement complété et signé par le prestataire extérieur et l'exploitant avant la réalisation de travaux par point chaud sur le site. Le document comporte dans l'ensemble les dispositions requises. Par sondage, l'inspection a examiné le contenu de quelques plans de prévention et de permis de feu. Ces derniers ne font appel à aucune remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
Constats :

Les plans de prévention et les permis de feu établis avec des entreprises extérieures précisent les conditions de recours à de la sous-traitance et l'organisation mise en place pour garantir le maintien de la sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Constats :

L'exploitant a présenté le suivi des formations du personnel interne à l'établissement, dont le recyclage d'une durée de deux jours est prévu tous les trois ans. Le personnel est notamment formé à l'emploi des moyens de lutte présents sur le site.

S'agissant des prestataires extérieurs, ceux-ci reçoivent une sensibilisation préalable à la réalisation des travaux dangereux. Lors de l'inspection, l'exploitant précise que toute personne peut contribuer à la mise en œuvre des moyens de lutte présents sur le site, y compris les intervenants extérieurs. Pour autant, il n'est pas en mesure de justifier de la formation de ces derniers à la manipulation de tels équipements. Une **non-conformité** est relevée sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant proposera une solution afin de s'assurer que toute personne extérieure intervenant lors de travaux dangereux sur le site soit formée correctement aux moyens d'intervention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux

Prescription contrôlée :

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un

enregistrement.
Constats : À la fin de chaque travaux dangereux, une phase de vérification et de surveillance est assurée par l'exploitant. Cette action fait l'objet d'un enregistrement pour chaque permis de feu établi.
Type de suites proposées : Sans suite